

De la Géopolitique de terrain à la Géopolitique analytique, un script à écrire.

Définitions, concepts et réflexions personnelles préalables.....	2
Lecture des apparences : destins croisés & discours liés.....	6
1. Analyser un discours avec le prisme littéraire.....	6
2. L'Armée française, une comédie musicale.....	7
2.1. Une partition à jouer.....	7
2.1.1. Mécanique du langage.....	7
2.1.2. Acteurs et actrices.....	12
2.1.3. Cadrage des échanges.....	14
2.2. Les fausses notes.....	15
Rendre lisible les stratégies de communication opérantes.....	16
Conclusion.....	18
Bibliographie.....	19

Définitions, concepts et réflexions personnelles préalables.

Selon Yves Lacoste, la géopolitique traite des “**rivalités de pouvoir(s) ou d’influence sur des territoires et des populations qui y existent/vivent**”. (Lacoste, 1976)

Selon Michel Foucher, la géopolitique est décrite selon 3 registres :

- **ses représentations** : la façon dont les personnes non informées conçoivent les enjeux et la géopolitique, c’est une *géopolitique du quotidien*,
- **sa pratique** : les acteurs et actrices qui en font leurs métiers (ambassadeurice, militaires, associations internationales, entreprises,...), c’est une *géopolitique du terrain*,
- **sa méthode** : la discipline académique où l’on étudie pour comprendre les discours, je l’appellerais ici *géopolitique analytique*.

J’aborde ces trois registres afin de les mettre en écho avec Yves Lacoste qui dans les années 1980, s’apercevra que **les conflits dits lointains peuvent en fait avoir des conséquences localement**. J’ajouterais qu’il y a également **des causes locales aux conflits lointains** mais à ce jour, je note assez facilement comment **de nombreux discours contemporains occultent régulièrement ce constat** pourtant toujours démontrable.

Pour exemple, nous pouvons entendre/lire le discours qu’il faudrait “arrêter d’importer le conflit israélo-palestinien en France” pourtant :

- **la situation actuelle découle à la fois de projets expansionnistes** dans lequel la France est impliquée pour démanteler l’Empire Ottoman durant le XIX^e siècle **ainsi que de l’antisémitisme d’Europe**, explicité dans le pamphlet *L’État des Juifs, essai d’une solution moderne de la question juive* de Theodor Herzl écrit en 1895¹ puis dans le premier congrès sioniste à Bâle en 1897,
- **la France fournit directement de l’armement à l’Etat d’Israël**² tout en ayant cultivé opacité et mensonges à ce sujet³,
- **la France assure l’immunité diplomatique à Benjamin Netanyahu** et aux autres ministres concernés s’opposant ainsi à la Cour Pénale Internationale qui a délivré

¹ HERZL, T. (2003) *L’Etat des Juifs*. Paris : éditions La Découverte, 176 p.

² STOP ARMING ISRAEL FRANCE (2024) *Guide des entreprises françaises d’armement complices d’Israël*. [en ligne] <https://padlet.com/stoparmingisraelfrance/stop-arming-israel-france-sm1j5i3burhikad3/wish/2921793288> (consulté en novembre 2024)

³ DESTAL M., LAVRILLEUX A., LEBOVICI P. et HUBINET N. (2024) “Livraison à Israël d’équipements pour mitrailleuses : la France entretient l’opacité.” Dans *Disclose*. [en ligne] <https://disclose.ngo/fr/article/livraison-a-israel-dequipements-pour-mitrailleuses-la-france-entretient-l-opacite> (consulté en novembre 2024)

deux mandats d'arrêts internationaux pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité et demandé aux états signataires du Traité de Rome de coopérer⁴,

- **des responsables politiques français-es se sont rendues au nom de la France en Palestine occupée** pour signifier du soutien inconditionnel de la France à Israël (ex : Yael Braun-Pivet alors présidente de l'Assemblée Nationale) ,
- **l'inaction de l'Etat français face à certaines situations spécifiques et récurrentes** : des ressortissant-es françaises qui s'engagent dans l'armée sioniste et diffusent les tortures qu'ils infligent aux palestinien·nes sur leurs propres réseaux sociaux, une avocate française, Nili Kupfer-Naouri, s'étant rendue en Palestine occupée pour bloquer des convois d'aide humanitaire pour Gaza et diffusant également sur ses réseaux,
- **l'invitation sur des campus français** d'organisations de désinformation et de propagande antipalestinienne (UEJF),
- etc.

J'expose ces différents points pour faire le lien avec des raisons possibles de l'effacement du constat d'Yves Lacoste dont je parlais et que l'on peut selon moi imputer à la fois à la *géopolitique du terrain* et à la *géopolitique analytique*.

Si la *géopolitique du terrain* façonne et utilise les représentations du *géopolitique du quotidien* et qu'elle bénéficie :

- **de l'ignorance blanche** (Mills, 1997), une ignorance construite à dessein qui invisibilise et falsifie des réalités concernant les personnes exclues du contrat racial⁵ et qui conditionne beaucoup des savoirs et informations accessibles⁶,
- **de la représentation de la géopolitique elle-même** : outils d'analyse inconnus, discipline mal connue, une aura d'élitisme qui favorise l'exclusion tout comme ceux qui ne seraient pas de la partie, des évitements d'expert-es qui décrètent facilement que ce serait *très compliqué* sur certaines situations, des flous entretenus,
- **des médias d'Etat** massivement diffusés et de **certains médias alternatifs** dont les contenus demandent également à être analysés / pondérés,

⁴ FRANCE DIPLOMATIE (2024). *Israël - Cour pénale internationale* (27 novembre 2024). [en ligne] <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/israel-territoires-palestiniens/article/israel-cour-penale-internationale-27-11-24> (consulté en décembre 2024)

⁵ « Les critères de cognition « objective », factuelle et morale dans une entité politique raciale sont, pour ainsi dire, plus exigeants, car la réalité officiellement sanctionnée diverge de la véritable réalité. On peut parler, dans ce cas, d'une entente afin de mal interpréter le monde. Il faut apprendre à voir le monde incorrectement, mais avec l'assurance que l'autorité épistémique blanche, qu'elle soit religieuse ou laïque, validera cet ensemble de perceptions erronées. *Incidemment, pour les questions concernant la race, le contrat racial prescrit une épistémologie inversée à ses signataires, une épistémologie de l'ignorance, un schéma particulier de dysfonctions cognitives locales et mondiales (lesquelles sont psychologiquement et socialement fonctionnelles), produisant un résultat ironique où les Blancs seront en général incapables de comprendre le monde qu'ils ont eux-mêmes créé.* » MILLS Charles W., (2023) *Le contrat racial*. Paris : Mémoire d'encrier. p.52-53

⁶ CONTREUPHORIE (2023), *Le savoir est une arme, l'ignorance aussi* | INTERSTICE [Vidéo, 42min]. Disponible sur Internet : <https://www.youtube.com/watch?v=wKXDzza1IoA> (consultée le 10 novembre 2024)

- **de la surproduction de contenus de qualité questionnable ou médiocre**, particulièrement qui se positionnent comme vulgarisateurs et simplifient des situations complexes sans prendre de précautions d'usage pour prévenir des orientations et raccourcis,
- **du manque cruel de contenus en français sur les géopolitiques océanes** : de façon générale, ceux qui existent sont souvent sous le prisme Indo-Pacifique, donc déjà empreints d'une orientation politique non océanienne,

la *géopolitique analytique* est tout autant perméable à la *géopolitique du terrain* à travers :

- une **minimisation de réalités historiques éminemment géopolitiques** comme la colonisation ainsi que les systèmes opérants qui en découlent (colonialité de savoir, pouvoir, de l'être et du genre) et mobilisent toujours des "*rivalités de pouvoir(s) ou d'influence sur des territoires et des populations qui y existent/vivent*" même si elles semblent rampantes (pour qui ?),
- **l'utilisation de concepts occidentalocentrés et retirant leurs propres implications des situations** qu'ils pensent décrire (Exemple : failed states (Zartman, 1995) qui sera d'ailleurs récupéré pour servir un agenda militaire, sécuritaire et xénophobe en France.)⁷
- la même **ignorance blanche**,
- une **méconnaissance** (?) des techniques de communication élaborées et mises en œuvre par différentes institutions et ses agent-es à leur rencontre,
- une **sous-estimation de l'influence** sur soi de ces techniques de séduction,

Il me semble primordial de prendre le recul nécessaire pour observer comment la *géopolitique du terrain* gagne... du terrain. A titre personnel, je questionne la façon dont sont introduit·es les acteurs et actrices dans nos espaces de réflexion (et comment à notre tour, nous pouvons affiner notre façon d'agir / transmettre à notre tour). Nous gagnerions à nous détacher des apparences de "*prestige*" (pour qui ?) et de tout côté "*sympathique*" (pour qui ?)). Peut-être devrions-nous être plutôt guidé·es à reconnaître et nous détacher de tout jugement mélioratif puis encouragé·es à ne pas se fier aux apparences, sourires, discours et autre distinction honorifique décernée par un Etat quelqu'il soit. Déjà qu'il n'est pas si évident d'arriver à s'en détacher, cela contraint particulièrement notre écoute, réception et/ou nos tentatives de critiques.

⁷ « ces États « refusent les règles, ou s'avèrent incapables de les faire respecter » ; « parce qu'ils ne peuvent maintenir l'autorité et l'ordre, [ils] sont à la source de troubles politiques, humanitaires, économiques [qui] peuvent rapidement s'exporter dans les pays voisins ou chez nous. Ils peuvent menacer notre sécurité et celle de nos ressortissants. Ils alimentent les trafics d'armes, de drogue, de personnes. Ils offrent des lieux de refuge aux réseaux terroristes. Ils incitent au développement d'une immigration incontrôlée [...] » GAULME François (2011) . « États faillis », « États fragiles » : concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiale. Dans *Politique étrangère*, 2011/1 Printemps. pp.17-29. <https://doi.org/10.3917/pe.111.0017> (consulté en novembre 2024)

À mon sens, nous avons un devoir d'aller à l'encontre de ce phénomène en :

- documentant nos observations sur les influences et les pressions opérantes,
- analysant nos pratiques et confrontant nos avis pour repérer des angles morts,
- luttant pour une indépendance épistémique et éviter le mélange des genres.

Dans cet écrit, je vais explorer une méthode d'analyse des discours pour sortir des enchaînements automatiques. Pour respecter la consigne d'analyse personnalisée d'une seule rencontre sur trois, je mobiliserais particulièrement celle avec Yann Latil et Hélène Goiran-Ponsard en date du 22 novembre 2024, avec des incursions venant de la conférence de Yann Latil à l'Université le 20 novembre 2024. En quelques endroits et pour les besoins du propos, je m'autorise à mentionner des éléments issus des rencontres avec François Béhue (Ex-chargé de la Coopération régionale de la Nouvelle-Calédonie) le 14 novembre 2024, et avec Guillaume JOSSO et François SOW (Conseiller diplomatique du Haut-Commissaire de la République Française, Représentant permanent adjoint de la France auprès de la CPS et du PROE, Correspondant de la cellule Crise et Soutien, rattaché au Ministère des Affaires étrangères), le 11 décembre 2024. Ces éléments seront choisis en lien avec l'angle choisi dans ce travail et ne résumeront pas les sujets qu'ils ont eux-mêmes abordés à ces propos.

Parce que j'ai choisi cette rencontre, je me dois de préciser un contexte : j'ai été élevée par un couple de militaires, tous les deux adjudant-chef de l'Armée de l'Air. À différents moments et sur de longues périodes, tous les deux ont été dans des postes très proches des officiers les plus gradés. Ils étaient dans deux domaines différents : d'une part, les réseaux et télécommunications puis le CHSCT, de l'autre le commandement d'opérations spéciales. Je n'ai jamais suivi lors des différentes missions militaires de plusieurs mois par un seul parent (ex: Sénégal, Cameroun, Tchad, Mali, Sarajevo, Polynésie,...). Nous n'avons pas vécu sur les bases aériennes cependant en l'absence d'autres solutions viables pour mes parents, j'ai régulièrement été emmenée dans les ateliers / bureaux lors des journées de travail alors que j'étais pré-adolescente et adolescente. L'entourage de mes parents était quasi-exclusivement militaire jusqu'à leur prise de retraite qui les a définitivement exclu des cercles. Tout ceci va colorer mon analyse.

Lecture des apparences : destins croisés & discours liés

Pour construire cette partie, j'ai choisi de m'inspirer de la démarche d'analyse littéraire de Sandra Lucbert, normalienne, agrégée de lettres modernes, autrice de 4 livres et diplômée d'Etudes psychanalytiques car ses démonstrations au sujet de l'effet de la finance sur le salariat (autour du procès de France Télécom, du harcèlement systémique et des suicides organisés) ou les services publics (autour de la justification des restrictions budgétaires) m'ont personnellement beaucoup apporté de réponses face au brouillard créé, ma sensation chronique d'incompétence et ma résignation sur des sujets perçus trop techniques. Son approche littéraire évite les enchaînements automatiques et par là, toute paralysie de nos réflexions.

Cependant, n'ayant ni ses connaissances, compétences ou pratiques régulières, je suis astreinte ici à une tentative d'application en prenant comme objet d'analyse les discours de Yann Latil (Général et Commandant supérieur des Forces Armées de Nouvelle-Calédonie) et Hélène Goiran-Ponsard (Docteure en histoire contemporaine et conseillère politique du commandant supérieur des Forces armées de la Nouvelle-Calédonie).

Dans un souci de clarté, je préfère présenter sommairement la démarche de Sandra Lucbert et dans un second temps, je relierais avec les éléments de la rencontre et de la conférence.

1. Analyser un discours avec le prisme littéraire

Je me repose ici sur le livre *Le ministère des contes publics*⁸ et pour une question de lisibilité, j'illustrerais les propos avancés grâce aux exemples du livre entre parenthèses.

Sandra Lucbert s'attache à **faire surgir les structures opérantes à travers les discours publics** pour contrer ce qu'elle nomme la défiguration langagière.⁹ Après avoir choisi un sujet (ex : le discours "*La Dette Publique C'est Mal*") et un *objet concentrant* (ex : le reportage "*C dans l'air : Dans le piège de la dette*" sur France 5).

Sandra Lucbert décortique toute la scène en :

- **décrivant la mécanique du langage** : identification de 6 techniques discursives utilisées¹⁰ (terrorisation, moralisation, cuculisation, inversion, escamotage et technicisation), repérage de la-dite "*musique d'ambiance*" avec notamment les

⁸ LUCBERT S. (2021) *Le ministère des contes publics*. Paris: Éd. Verdier.

⁹ LUNDI MATIN (2020) *Sandra Lucbert : La Dette Publique C'est Mal et autres contes pour enfants* [Vidéo, 1h10] Disponible en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=jw0REkXaziE>. Consulté en décembre 2024.

¹⁰ LUCBERT S. (2021) *Le ministère des contes publics*. Paris: Éd. Verdier. p. 41

bloc-sens qui sont des formules discursives standardisée (ex : LaDettePubliqueC'EstMal)

- **stylisant les différent-es acteurs et actrices** (ex: “porteurs et porteuses de discours”, les “sages”, les “expert-es de plateau”, la “décrypteuse”) et **comment leurs rôles sont cadrés** (ex : les titres annoncés sur les plateaux télé comme “notre expert-e”, la notion de décryptage utilisée dans les émissions à questionner en elle-même) : elle montre leur interchangeabilité (même si elleux-mêmes ne s’en rendent pas compte) pour maintenir la structure opérante qui organise cette comédie musicale afin d’appliquer des politiques néolibérales mortifères.
- **exposant les outils à leur disposition** : l’influence de la vesture, les tons de voix, l’occupation de l’espace avec des jeux de présence et d’absence.

A travers cet ensemble, elle démontre comment sans s’y connaître précisément dans le sujet abordé, nous pouvons d’ores et déjà lire le script de la comédie musicale pour dégager les enjeux réels de ces différentes scènes et identifier les structures responsables du problème. Il s’agit pour elle de “*faire figurer ce que l’on ne saisit pas*”¹¹ pour dépasser notre résignation construite et récupérer nos capacités à penser, réagir et agir.

2. L’Armée française, une comédie musicale.

2.1. Une partition à jouer

2.1.1. Mécanique du langage

Plusieurs **techniques discursives** ont été utilisées en conférence ou auprès de nous en L45 pour adresser différents sujets :

Terrorisation :

- répondre à l’inquiétude d’une étudiante face à des risques de guerre et de la militarisation du territoire en prétendant que “*Si y’a militarisation de la zone, ça ne viendra pas de la Nouvelle-Calédonie*”, une réponse évasive en plus de ne pas être juste et qui ne fait qu’entretenir un climat anxiogène. Ainsi est maintenue l’illusion que seule la solution hégémonique est disponible et viable.
- exposer différentes guerres et conflits dans le monde (y compris en brandissant le droit à se défendre d’Israël, pourtant non reconnu par le droit international public¹²)

¹¹ LUNDI MATIN (2020) Sandra Lucbert : *LaDettePubliqueC'estMal et autres contes pour enfants* [Vidéo, 1h10] Disponible en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=jw0REkXaziE>. Consulté en décembre 2024.

¹² “ce qu’a affirmé la CIJ en 2004 : l’invocation de la légitime défense par Israël, s’agissant du territoire palestinien occupé, était « sans pertinence au cas particulier » (§ 139 de l’avis). Elle a aussi affirmé que si un État a le droit, et le devoir, de répondre à des actes de violence visant sa population civile, les mesures prises « n’en doivent pas moins demeurer conformes au droit international » (§ 141 de l’avis).” MAISON R. (2023) Israël et ses alliés au mépris du droit des peuples, Dans *Orient XXI*. Disponible en ligne : <https://orientxxi.info/magazine/israel-et-ses-allies-au-mepris-du-droit-des-peuples.6918> (consulté en décembre 2024)

arguer la vulnérabilité supposée du pays face à des menaces politiques ou militaires en citant des dictatures (ex: Chine et Corée du Nord pour le Pacifique alors même que la France est en constante fascisation) et sans jamais mentionner la fascisation de la France, ce qui pourtant représente un danger direct pour le pays lui-même puisque nous sommes encore sous le joug colonial.

Inversion :

- “*Si y’a militarisation de la zone, ça ne viendra pas de la Nouvelle-Calédonie*” alors qu’en lien avec ses politiques néolibérales, l’Etat français a lancé un **processus de remilitarisation depuis 2022** (bâtiments militaires : remorqueurs, patrouilleurs d’outre-mer, bâtiment de soutien et d’assistance outre-mer, un engin de débarquement amphibie standard, des avions de patrouille), avec une prévision de nouveaux bâtiments militaires et d’une augmentation d’effectifs pour atteindre de 2100 à 2500 d’ici à 2030. Et avec le 13 mai 2024, l’Etat français a saisi l’occasion pour non seulement déployer massivement et rapidement des convois militaires mais assurer leur installation au long terme. On ne peut pas prétendre que déclencher un tel processus n’entraîne pas une réaction de militarisation en miroir de la part d’autres Etats dans la zone. C’est un phénomène d’escalade nourri par une logique compétitrice et prédatrice. C’est ce qui a notamment entraîné la multiplication des essais et attaques nucléaires par exemple, toujours au détriment des peuples autochtones et de l’environnement, une sorte de piège de Thucydide quand bien même la France souhaite s’imposer comme *puissance d’équilibre*.
- “*Formation sur le patriarcat*” caractéristique du **feminismwashing** de la part des institutions alors que **l’institution militaire elle-même est intrinsèquement patriarcale et antiféministe**, qu’elle est également pourvoyeuse de violences sexistes et sexuelles contre ses propres agent·es, que de nombreuses affaires sur des viols de femmes et d’enfants commis par les militaires français en mission ont déjà été documentées et dénoncées (quelques exemples : Rwanda, Centrafrique, Algérie,...), qu’il y a déjà eu des témoignages de viols depuis l’arrivée des militaires après le 13 mai 2024 et que nous ignorons encore l’ampleur à cause des violences systémiques contre celles qui osent révéler les agressions sexistes et sexuelles subies, de la culture du viol, du traumatisme d’être violée lui-même, des possibles dissociations et amnésies traumatiques (expliquant des prises de parole des dizaines d’années plus tard),
- “*Océaniser nos relations*” alors que les différentes colonisations (et la France n’y échappe pas) ont ravagé les civilisations en Océanie et gravement nui aux relations : massacre des peuples, lutte contre les mythes fondateurs et croyances (ex: destruction totale des statues et totems sur Nengone), destruction de

l'environnement (ex: extractivisme minier, essais nucléaires de la France en Polynésie de 1966 à 1996), création de frontières qui n'existaient pas (si bien que les ni-vanuatais·es, samoan·es, tongien·nes, etc seront considéré·es étranger·es ici au pays), etc. Il apparaît qu'**océaniser est devenu un mot-valise local** et subi la même appropriation que nombreux autres mots pourtant liés à des dynamiques d'émancipation : **il permet maintenant de maintenir les oppressions**. Pour certaines personnes, organiser un évènement au Centre Culturel Tjibaou, c'est déjà océaniser. Sans grande surprise, on remarque que la colonisation et la colonialité toujours opérante ont circonscrit la culture kanak à certains lieux (CCT, Sénat coutumier et les centres culturels) provoquant une sorte d'étouffement et d'érosion. Comme j'ai pu l'entendre lors de notre déplacement à Hyehen lors d'une conférence de responsables de ces centres culturels : *"Y'aurait-il encore la culture s'il n'y avait plus les murs ?"*, *"Tout ce qui se passe en ces lieux n'est-il pas juste de l'animation ?"* Quand l'institution militaire (et l'Etat à travers elle) se l'approprie, que veut dire océaniser les relations ? Est-ce traquer des boat-people vietnamiens et les livrer au rouleau compresseur judiciaire ? (J'y reviendrais) Ou est-ce repérer ce qu'il faudrait dire et faire pour renouveler une fabrique du consentement à la présence coloniale ? Est-ce choisir des chargé·es de protocole qui iront choisir le meilleur bout de manou, le plus gros igname et glisser un billet de 1000 puis taire ce qui pourrait nuire aux intérêts de la France ? Après le procès de France Télécom, Sandra Lucbert décrivait comment Didier Lombard sur le ban des accusé·es modifiait sa façon de parler et ses propos grâce à des échanges de regards avec sa femme. Elle savait décoder ce qu'il fallait garder pour leurs espaces entre dominants et ce qu'il faut dire/taire pour s'accorder les faveurs de l'opinion publique. On peut légitimement se poser la même question ici.

Escamotage (ne pas parler des causes des effets) :

- mentionner une globale incapacité à faire face aux catastrophes naturelles sans jamais dénoncer les causes : **le complexe militaro-industriel est a minima responsable d'écocide** quand bien même c'est encore un angle mort du GIEC¹³, les colonisations et colonialités toujours opérantes sur les territoires étouffent les nombreuses possibilités pour les populations de développer des stratégies afin de prévenir les conséquences des catastrophes naturelles ou leur faire face : il faut maintenir la dépendance (et le capitalisme humanitaire)
- lors de la conférence *"On a envoyé des palettes à Gaza"* et renvoie à ce que je mentionnais tantôt : la participation active de la France dans le génocide du peuple

¹³ CONFLICT AND ENVIRONMENT OBSERVATORY (2022) The COP where we began talking about conflict emissions. Disponible en ligne : <https://ceobs.org/the-cop-where-we-began-talking-about-conflict-emissions/> (consulté en décembre 2024)

palestinien. Rechercher les faits et replacer l'historicité dans l'analyse permet d'éviter ces escamotages.

Technicisation (cacher les opérations réelles derrière des formules pour dissoudre le politique dans la technique) qu'on retrouve dans les priorités énoncées lors de la rencontre :

- “*Souveraineté des eaux et territoires KNC/WF*” (qui cache notamment la traque, la capture et la judiciarisation des boat-people vietnamiens, j’y reviendrais),
- “*Développement des partenariats*” (qui cache le développement du complexe militaro-industriel),
- “*Formation de Fiji d’aguerrissement*” (qui cache l’enrôlement de militaires pour aller faire la guerre sur d’autres terres contre d’autres peuples autochtones),
- “*En capacité de réagir en cas de catastrophe naturelle*” (dont j’ai abordé quelques éléments de réponse dans le point précédent)

L’absence de mention des autres techniques discursives (Cuculisation, moralisation) ne signifient pas qu’elles étaient absentes et plusieurs facteurs rentrent en compte : je n’ai pas enregistré l’ensemble de la rencontre donc je ne peux pas y revenir dessus, je n’ai pas pu tout noter, je n’ai pas encore l’habileté de décortiquer en instantané les discours en suivant la démarche littéraire choisie, je me suis engagée dans un échange qui n’était pas serein m’extirpant de fait de la position de simple observatrice. A ce propos, j’ajoute que la multiplicité des sujets abordés pourrait nous faire croire à la richesse d’un échange alors qu’avec le recul, il s’agit plutôt d’une **accumulation d’informations et d’une occasion de tisser une toile entre les messages décidés**. Sans analyse éclairée de ces discours pour dissiper le brouillard créé, ceci participe à la diffusion de discours automatiques contemporains sur l’armée : une soi-disant recherche de paix et un engagement humanitaire et écologique. Cela rend plus facile l’acceptation sociale de cette institution violente et meurtrière.

Lorsque Sandra Lucbert parle des pratiques discursives, elle mobilise aussi l’idée de *musiques d’ambiance* :

“*Le véritable ennemi, c’est l’esprit réduit à l’état de gramophone*” dit Orwell. Pour conduire les humains à renoncer à leur faculté politique, il a suffi d’une *musique d’ambiance*. Depuis on a sophistiqué le procédé, mais le principe n’a pas changé – porté à la puissance : l’ambiance est désormais *stéréophonique*, les chaînes d’“information” sont continues. Parmi les morceaux qui nous tympanisent quotidiennement, LaDettePubliqueC’estMal est un incontournable. Succès tellement inusable qu’il a fini par dépasser sa condition de musique d’ascenseur. On n’en fait

plus seulement un fond sonore, son air est devenu premier – il musique éditos, débats, chroniques.”¹⁴

J'ajouterais que les *musiques d'ambiance* me semblent pouvoir être adaptées aux objectifs poursuivis comme **répondre à une situation contemporaine**, par exemple : la gestion de revendications majoritairement indépendantistes comme la démilitarisation du Pacifique à travers les phrases “*C'est pas la militarisation, c'est la modernisation.*” ou “*Si y'a militarisation de la zone, ça ne viendra pas de la Nouvelle-Calédonie.*” Lors de mes expériences professionnelles en communication, j'ai appris que nous gagnions toujours à répondre aux questions qui ne sont pas posées explicitement pour :

- répondre aux personnes qui n'osent pas poser la question,
- répondre aux personnes qui ne savent pas qu'elles pouvaient se poser la question,
- désamorcer des objections,
- donner du prêt-à-répondre au reste du public. Ce prêt-à-répondre très proche du prêt-à-penser permet aux personnes de ne pas remettre en question l'autorité qui l'énonce (ici l'Armée française à travers Yann Latil) en lui prêtant une supériorité dans le savoir et en nous assignant un statut d'incompétence et de récipiendaire.

Un autre objectif au plus long terme est d'**ancrer une doctrine décidée par l'Etat**. Là aussi, je repère deux branches : dans le contexte public, l'un des bloc-sens pour l'armée française pourrait être **OnNePeutPasFaireSansArméeDansLeMondeActuel** mais j'en repère un deuxième **L'ArméeEstUneGrandeFamille** plus spécifique aux contextes semi-privés (qui reposent sur la création d'une ambiance de proximité, de confiance et de familiarité comme la rencontre en L45).

Ces deux bloc-sens viennent supporter des visions du monde sans laisser la place aux autres alternatives. Pourtant elles existent : “*une trentaine de pays (sur 200) n'ont actuellement pas d'armée. Certes, la plupart sont de petits pays (de nombreuses îles, le plus souvent avec moins de 500 000 habitants), mais un certain nombre sont plus significatifs à cet égard : Costa Rica, Islande ou Panama, pour ne nommer que ceux-là. Plus d'une demi-douzaine ont d'ailleurs décidé d'abolir leur armée, dont au moins deux (Grenade en 1983 et Panama en 1990) à la suite d'une invasion américaine, ce qui démontre bien que presque aucun pays n'est en mesure de défendre militairement son territoire quand il est attaqué par plus puissant que lui.*”¹⁵ Ces pays ont adopté d'autres stratégies de défense dont nous n'entendons pas parler précisément, loin de là car aucune place n'est créée pour faire place à ce genre de discussions. J'y reviendrais.

¹⁴ LUCBERT S. (2021) *Le ministère des contes publics*. Paris: Éd. Verdier. p. 29-30

¹⁵ BOISVERT, D. (2018). “Penser l'armée autrement.” Dans *Alternatives Non-Violentes*, N°189(4), 25-27. <https://doi.org/10.3917/anv.189.0025> (consultée en décembre 2024)

Avant ça, j'aimerais pointer que **la doctrine d'Etat ne vient pas seulement avec les discours de l'Armée française** et de ses agent·es mais s'inscrit bien dans un système global. L'exclusion organisée des enfants kanak du système scolaire liée aux stéréotypes racistes, la difficulté d'accès continue et grandissante au marché de l'emploi par les kanak liée au racisme anti-kanak (présent bien avant le 13 mai 2024 et qui n'allait pas disparaître malgré quelques déclarations récentes), la précarisation montante des foyers, la difficulté d'accès aux logements avec les commodités minimum (eau potable, électricité), l'augmentation de la cherté de la vie fait apparaître l'Armée via le SMA (Service Militaire Adapté : *“dispositif d'insertion socioprofessionnelle au profit des jeunes des Outre-Mer”* selon le site le-sma.com/) comme une pourvoyeuse d'emploi sûr d'autant plus quand la réussite dans la vie est établie en fonction de standards blancs, patriarcaux, capitalistes et néolibéraux. L'Armée se pose également comme une porte d'ouverture sur le monde grâce aux voyages qu'elle permettrait. Hélène Goiran-Ponsard a d'ailleurs largement insisté sur ces aspects : *“18 voyages par an : Népal, Mongolie, ...”*, *“une centaine de voyages sur 25 ans”*, *“Bien logés”*, nous souhaitant d'en *“faire autant”*, et de nous exposer que les compétitions stratégiques passent par l'armée, l'enseignement et les bourses (ce que François Sow et Guillaume Josso aborderont également).

2.1.2. Acteurs et actrices

En reprenant la technique de stylisation en personnage, j'identifie plusieurs porteurs et porteuses du discours de l'institution militaire. J'apporte à la stylisation, une catégorisation supplémentaire pour le contexte rencontré :

Il y a celles et ceux qui font **figure d'autorité** :

- le *technicien* : il peut parler du “terrain” et il sait mettre du langage technique, ici : le militaire, officier de préférence, qui se présentera dans son uniforme, tout galons sortis.
- les *équivalent-expert·es de plateau* : il s'agit d'un groupe de personnes investies dans le domaine et qui pourront servir de caution à ce qui est dit, de façon explicite ou implicite (par exemple, en ne relevant pas certains propos où nous étudiant·es n'avons pas les clefs pour comprendre les escamotages), ici : les enseignants. (L'idée n'est pas de dire qu'il faudrait relever en temps réel mais plutôt qu'en l'absence de reprise des discours tenus par la suite, cela agit sur nous : peut-être prenons-nous pour acquis des arguments qu'on ne devrait pas ou plutôt que cela nécessiterait contextualisation et/ou approfondissement ?)

Celles et ceux qui **pavent le chemin** :

- les *sages* : ici je choisis de me distancer de la notion de “*spécialiste augmenté*” que leur donne Sandra Lucbert pour préférer une institution qui valide le Savoir selon des critères préétablis par les systèmes dominants, une institution connue et reconnue de toustes qui se prévaut neutre mais ne l’est pas vraiment, ici : l’université dans sa globalité qui accueille (renforcé par la présidente lors du discours d’accueil),
- les *décrypteuses* : ce sont des personnes qui auraient réussi à pénétrer la forteresse froide de l’institution militaire, qui en réalité sont utilisées pour flouer les frontières entre “eux” et “nous” en apparence, qui ont cette fonction de faire croire à plus d’ouverture de la part de l’institution. Entre militaires, dans les coulisses, je les voyais surtout être nommé·es “la civile de...” sans arrêt, leur identité, métier, fonction, compétences ne comptaient que peu, leur statut de non-militaire suffit à les reconnaître. Ici : la “civile” soutenant le militaire, la conseillère politique. Elles ont une importance majeure pour adoucir l’image de l’institution militaire, pour forcer la sortie de représentations.

Dans la stylisation de Sandra Lucbert, j’ai remarqué que c’était des porteurs et porteuses d’un discours verbal. Au niveau de la conférence, j’ai repéré un autre type de porteur d’un discours indicible : **la masse militaire**. Dans un amphithéâtre de 400 places où siègent beaucoup de militaires toustes en tenue et avec une tenue, toustes en groupe, toustes en mission. N’y avait-il donc que cet espace-temps pour leur permettre d’accéder aux informations de leur supérieur hiérarchique ? Ce déplacement de masse du corps militaire dans un lieu universitaire transporte plusieurs significations à mon sens : la démonstration (subliminale ?) de force, d’un groupe soudé, d’une “grande famille”. Ça réveille le sentiment d’appartenance à un groupe, pourquoi pas la volonté pour qui serait séduit·e par cette illusion de famille et/ou par la “prestance de l’uniforme”. Ce sont exactement les deux arguments qui ont attiré mes parents à devenir militaires, et les arguments qu’ils continuaient de mettre en avant à leur tour.

À noter que cette démonstration de force intervient dans un **climat de tension générale en défaveur de l’Etat français** tant au niveau local (Insurrection de la jeunesse kanak du 13 mai 2024 et la résistance indépendantiste) qu’au niveau international (Baisse de popularité et perte d’influence de la France : retrait des forces armées au Tchad, au Sénégal, rapatriement des ressortissant·es néo-zélandais·es et australien·nes après l’insurrection qui traduit une absence de confiance par les gouvernements respectifs en la capacité de l’Etat français à gérer, remise en question de sa capacité à être un interlocuteur fiable au niveau dudit Indopacifique, démonstrations de l’implication de l’Etat français dans le soutien au génocide du peuple palestinien et révélations de mensonges d’Etat)

2.1.3. Cadrage des échanges

Sandra Lucbert pointe la fonction du titre d'une émission de cadrer les échanges et créer l'illusion de transparence et d'apprendre quelque chose via du "décryptage". Avec la conférence publique donnée à l'Université intitulée "*La place des Forces Françaises dans la géopolitique du Pacifique*", nous pouvons d'ores et déjà comprendre que :

1. **les FANC ont une place non négociable dans la géopolitique** : c'est une présence qui a été naturalisée au service d'une certaine vision du monde, une hégémonie et je renvoie à l'absence de création d'espace pour discuter d'alternatives.
2. **l'Université est une alliée de l'institution militaire** : en parallèle de sa légitimation de l'armée française en soutenant activement la communication militaire, nous ne pouvons relever aucune stratégie pour développer des travaux de recherche sur les impacts de la militarisation du Pacifique (humains, écologiques, économiques, diplomatiques,...), sur la nécessité d'une désescalade ou bien un démantèlement du complexe militaro-industriel dont j'ai exposé quelques conséquences qui pèsent sur le pays, le Pacifique et l'ensemble du monde.

Un autre cadrage des échanges est de vouloir nous faire croire à un espace de confiance et de confidences en L45 avec les formules : "*On ne pourrait pas le dire devant tout le monde*", "*C'était compliqué de dire ça devant un amphi*". Je m'interroge de la stratégie dans cette démarche. Est-ce qu'il testait notre répondant ? (Pas certaine et j'y reviendrais.) Ou bien est-ce que cela parle de comment, à ses yeux, nous serions déjà acquis·es et conquises par l'institution militaire ? Ce qui est sûr : il ne nous connaît pas plus que si nous étions dans l'amphithéâtre, il n'a aucun moyen de savoir si nous n'allons pas partager ses fausses-confidences avec des personnes qu'il *ne faudrait pas* en sortant du cours. Alors pourquoi dire ça ? Nous faire miroiter que nous serions privilégiées et que nous serions dans la confiance m'interroge, y compris le fait de s'asseoir très décontracté sur la table en hauteur et d'adopter une attitude avenante (hors de toute confrontation à la contradiction en tout cas). C'est comme vouloir créer une illusion de proximité et nous mettre en situation de redevabilité : honorer leur présence et leurs fausses-confidences par notre silence, par notre absence de remise en question de quoiqu'il soit dit. Puisque l'un des bloc-sens est **L'ArméeEstUneGrandeFamille**, il peut être intéressant de se pencher sur les analyses systémiques concernant l'institution de la famille. Dans le cas présent, ce que je décris se retrouve dans les familles dysfonctionnelles et maltraitantes : les abuseurs/agresseurs développent une emprise et jouent sur la loyauté familiale pour silencier les victimes en son sein et/ou les dissident·es.

2.2. Les fausses notes

Je m'arrêterais sur une fausse note en particulier : la discussion à propos de la *traque*, de la "capture" et judiciarisation des boat-people vietnamiens. Cela ne signifie qu'il n'y en a pas d'autres mais celle-ci me permet de revenir sur quelques points sus mentionnés :

- l'inversion avec *océaniser les relations*. et la technicisation avec *Souveraineté des eaux et territoires KNC/WF*
- le type d'échange possible dans ces espaces : la proximité est-elle feinte ou non ?

Lors de l'intervention de la conseillère politique avec son procédé de technicisation, je me suis permise d'intervenir car cette technicisation transportait avec elle tout son lot d'indifférence aux conséquences humaines de l'intervention militaire. A travers la réjouissance exprimée de la "*bonne réussite de l'opération*" et de la "capture", on retrouve :

- la déshumanisation des personnes non-blanches,
- l'ignorance blanche quant aux causes (ex: conditions de vie et de recrutement des boat-people vietnamiens) et conséquences (ex : violence de l'institution judiciaire, violence de l'institution pénitentiaire, violence carcérale, isolement dans un endroit inconnu sans repère linguistique, culturel, relationnel, aucune possibilité d'être compris et soigné correctement, etc.),
- l'incompréhension (ou l'adhésion inavouable) de la cause de la présence des boat-people vietnamien : leur exploitation par des entreprises engagées dans l'exploitation des fonds marins (dans ce cas, la surpêche des holothuries qui causent leur disparition pour répondre à une demande de quelques personnes au détriment de la préservation de l'espèce et de l'intérêt général).

C'est aussi dans ces moments que doit s'opérer la distinction entre la *géopolitique de terrain* et la *géopolitique analytique* car il n'y a pas eu de remise en question, de critique sur les actions mises en place ou l'inefficacité des mesures prises malgré les perches que j'ai pu tendre. L'argument "*passer par la diplomatie et faire pression sur l'Etat*" était un défaussement par *technicisation* car il n'a pas été capable de me répondre concrètement. En réalité, il ne pouvait pas y avoir d'autres réponses car les "boat-people vietnamien" rapportent non seulement en terme de profit aux entreprises mais il permet d'alimenter le discours "*L'armée protège nos eaux territoriales sinon il y aurait du pillage*" sans jamais remettre en cause le capitalisme et la suprématie blanche.

Lorsque je ramène un pan de la réalité et de l'humanité, c'est une source de crispation et, pour qui fut attentif·ve, cela est passé par :

- une difficulté de la conseillère politique à répondre car aucun élément de langage n'était prêt pour ça. Ceci montre en partie qu'ils ne sont pas confronté·es assez régulièrement pour ne pas avoir eu besoin d'établir une communication politique à ce sujet. Je ne doute pas qu'ils trouveront de quoi répondre si cela devait arriver une prochaine fois puisque la machine disciplinaire fait son œuvre,
- un regard du militaire envers la conseillère lui intimant par un regard de se taire : en bon communicant, il a compris ce qu'il se passait et à quel point cette discussion pouvait être comme un réveil de dormeur.se dans la promo sur l'une des racines de l'institution militaire (la déshumanisation des peuples) et cela montre à nouveau qu'il a pu évaluer les manquements de leur duo sur la réponse au sujet exposé. .

Rendre lisible les stratégies de communication opérantes.

Dans cette dernière partie, je tiens à mêler une notion de relations internationales (Soft Power) avec une notion de psychologie (Self Control) pour essayer de nommer une stratégie opérante à laquelle les intervenant·es ont participé et y sont aussi soumis·es.

Je rappelle qu'à travers ma démarche, il s'agit d'un constat et d'une analyse systémique détaché des personnes en elle-même : la mise en récit par les intervenant·es de leurs parcours personnels servent une stratégie géopolitique étatique, que ce soit volontairement ou non. L'analyse systémique permet également d'éviter toute psychologisation qui serait proprement inféconde voire délétère. Pour asseoir ces affirmations, il me semble primordial de mobiliser quelques notions qui mettent en exergue toute la complexité derrière des interventions paraissant simples :

- la notion d'échelle :
 - *temporelle* : ces rencontres à l'université s'inscrivent dans une stratégie organisée sur un temps long qui dépasse largement notre temps de cours et de formation,
 - *spatiale* : ces rencontres ne concernent pas seulement une rencontre au niveau de l'UNC mais bien dans une stratégie locale, régionale, nationale et internationale. C'est une stratégie diplomatique et militaire française.
- la logique d'acteurices : l'ensemble des intervenant·es présenté·es sont des acteurices avec un mandat de l'Etat français, lui-même très loin d'être aussi neutre qu'il le déclare et particulièrement sur un territoire qu'il a colonisé de différentes façons et où la colonialité reste opérante dans ses trois composantes : colonialité du pouvoir, du savoir et de l'être¹⁶.

¹⁶ CONTREUPHORIE (2024), *Qu'est-ce que le décolonial ?* | INTERSTICE [Vidéo, 24min]. Disponible

- l'élaboration des discours et représentations : nous sommes des destinataires de messages explicites et implicites pour servir des relations de pouvoir sur le territoire où nous nous situons, qui ont pour fonction de légitimer les choix idéologiques de l'Etat français, leur utilité et l'utilité des appareils de l'Etat-Nation.

Ces trois notions entrent dans une construction d'influence et se retrouvent dans une stratégie développée dans les relations internationales : *le soft-power*. "Le soft power, explique Nye, est la somme des « ressources intangibles » à la disposition d'un État lui permettant d'affirmer sa suprématie autrement que par l'usage de la force (hard power) ou par l'emploi de ses ressources économiques."¹⁷ Par ressources intangibles, il s'agit de l'ensemble des modèles (culturels et/ou politiques) et valeurs qu'un Etat prône et utilise pour influencer positivement les opinions des populations et gouvernements des autres pays à son égard. L'un des objectifs est de nouer des alliances économiques et/ou politiques au long terme et d'organiser l'agenda politique en fonction de ses intérêts premiers.

Ces "rivalités de pouvoir (au minimum entre l'Etat français, les indépendantistes et le peuple autochtone (n'appartenant pas nécessairement à une formation politique indépendantiste)) sur des territoires (le pays en local et l'océanie en régional) et les populations qui y vivent (le peuple premier, les victimes de l'histoire et colons de facto, les immigré-es venant de France hexagonale, les populations océaniques déclarées étrangères du fait des frontières coloniales)" se jouent aussi sur le plan discursif et des représentations que développent les acteurs et actrices sur un espace.

Si j'explicitais la mise en récit des parcours individuels, ce n'était donc pas pour sous-entendre un souhait explicite de nous manipuler puisque comme le dit Sandra Lucbert : "*Ne surtout pas s'imaginer des personnages cyniques ou menteurs, tous les agents stéréophoniques croient à ce qu'ils disent – et sincèrement.*"¹⁸ mais je pense plutôt que c'est devenu une stratégie de communication. Avec cette démarche littéraire, je fais l'hypothèse que l'Institution militaire a développé son propre soft-power à l'intention des populations. Comme annoncé, j'associerais donc la notion de Soft-Power à celle de Self-Control (qui désigne un contrôle de soi avec la maîtrise de ses émotions, de ses humeurs) pour faire émerger l'idée de Soft Control. Une sorte de Soft Power organisé par l'Etat français pour enrôler les peuples colonisés, désignés comme faisant partie de la République française qu'à certaines conditions et pour certaines applications. Un autre type de pacification coloniale pour le maintien de contrôle sur un espace.

sur Internet : <https://www.youtube.com/watch?v=bYWmAMTbnyQ> (consultée le 19 novembre 2024)

¹⁷ SERVENAY D. (2020). "Les nouvelles armes du soft power kaki, L'armée française à l'assaut de nos imaginaires." Dans *Revue du Crieur*, N° 16(2), 80-95. <https://doi.org/10.3917/crieu.016.0080>

¹⁸ LUCBERT S. (2021) *Le ministère des contes publics*. Paris: Éd. Verdier. p. 36

Conclusion

En complément de ce travail, il serait intéressant de reprendre cette méthode littéraire afin d'analyser les discours des autres acteurs et actrices de la *géopolitique de terrain* afin de mettre en lumière les différentes techniques discursives à l'oeuvre, les enchainements automatiques et autres bloc-sens. Il serait profitable d'également passer au crible les éléments que nous reprenons à notre compte ainsi que les rôles que nous pensons avoir, et ce que nous avons réellement dans toute cette comédie musicale.

Je finirais en revenant sur cette expression de comédie musicale pour en sortir et rappeler que derrière la métaphore de la comédie musicale utile dans cette démarche littéraire, l'institution militaire est un instrument de violence envers les humains, les non-humains, l'environnement. Elle œuvre pleinement à la répression coloniale contre des peuples autochtones sur tous les territoires, ceux dits de l'intérieur et ceux dits ultramarins si l'on adopte un point de vue francocentré et non océanien. L'énoncer est factuel, nous avons une responsabilité de ne pas minimiser les crimes de guerres, les crimes contre l'humanité et la participation aux génocides. Qui sait peut-être que ce serait ça une géopolitique océane ? Une géopolitique qui se distance radicalement des systèmes politiques et économiques instaurés par la suprématie blanche et le patriarcat. Une géopolitique avec des analyses locales où l'on (re)trouve sa propre humanité.

Bibliographie

- ALMEIDA F. (2002) "Propagande, histoire d'un mot disgracié", Dans *Mots. Les langages du politique*. Disponible en ligne : <https://doi.org/10.4000/mots.10673>
- BOISVERT D. (2018). "Penser l'armée autrement." Dans *Alternatives Non-Violentes*, N°189(4), 25-27. <https://doi.org/10.3917/anv.189.0025> (consultée en décembre 2024)
- CATTARUZZA A. & LIMONIER K. (2023) *Introduction à la géopolitique, 2ème édition*. Malakoff: Dunod. 283 p.
- CONFLICT AND ENVIRONMENT OBSERVATORY (2022) *The COP where we began talking about conflict emissions*. Disponible en ligne : <https://ceobs.org/the-cop-where-we-began-talking-about-conflict-emissions/> (consulté en décembre 2024)
- CONTREUPHORIE (2023), *Le savoir est une arme, l'ignorance aussi* | INTERSTICE [Vidéo, 42min]. en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=wKXDzza1loA> (consultée le 10 novembre 2024)
- CONTREUPHORIE (2024), *Qu'est-ce que le décolonial ?* | INTERSTICE [Vidéo, 24min]. en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=bYWmAMTbnyQ> (consultée le 19 novembre 2024)
- DESTAL M., LAVRILLEUX A., LEIBOVICI P. et HUBINET N. (2024) "Livraison à Israël d'équipements pour mitrailleuses : la France entretient l'opacité." Dans *Disclose*. Disponible en ligne : <https://disclose.ngo/fr/article/livraison-a-israel-dequipements-pour-mitrailleuses-la-france-entretient-l-opacite> (consultée en novembre 2024)
- FRANCE DIPLOMATIE (2024). *Israël - Cour pénale internationale (27 novembre 2024)*. Disponible en ligne : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/israel-territoires-palestiniens/article/israel-cour-penale-internationale-27-11-24> (consultée en novembre 2024)
- GAULME F. (2011) . « États faillis », « États fragiles » : concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiale. Dans *Politique étrangère*, 2011/1 Printemps. pp.17-29. <https://doi.org/10.3917/pe.111.0017>
- HERZL T. (2003) *L'Etat des Juifs*. Paris : éditions La Découverte, 176 p.
- LUNDI MATIN (2021) *Sandra Lucbert : La Dette Publique C'est Mal et autres contes pour enfants* [Vidéo, 1h10] Disponible en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=jw0REkXaziE>. (consultée en décembre 2024)
- LUNDI MATIN (2020) *Sandra Lucbert - La littérature contre l'économie - lundisoir #11* [Vidéo Youtube, 1h37] Disponible en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=ZRYq39lO8vg> (consultée en décembre 2024)
- LUCBERT S. (2021) *Le ministère des contes publics*. Paris: Verdier. 144 p.

MAISON R. (2023) "Israël et ses alliés au mépris du droit des peuples". Dans *Orient XXI*. Disponible en ligne : <https://orientxxi.info/magazine/israel-et-ses-allies-au-mepris-du-droit-des-peuples,6918> (consulté en décembre 2024)

MILLS C. W. (2023) *Le contrat racial*. Paris : Mémoire d'encrier. 218 p.

STOP ARMING ISRAEL FRANCE (2024) *Guide des entreprises françaises d'armement complices d'Israël*. [en ligne] <https://padlet.com/stoparmingisraelfrance/stop-arming-israel-france-sm1j5i3burhikad3/wish/2921793288> (consultée en novembre 2024)

THIÈBLEMONT A. (1999) *Cultures et logiques militaires*. Paris : Presses Universitaires de France. Disponible en ligne : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k4806473v/f15.item> (Consulté en décembre 2024)

WEBER C. (2009) "Le militaire et sa société". Dans *Cultures militaires, Culture du militaire*. Paris : La Documentation française. pp. 53-61